

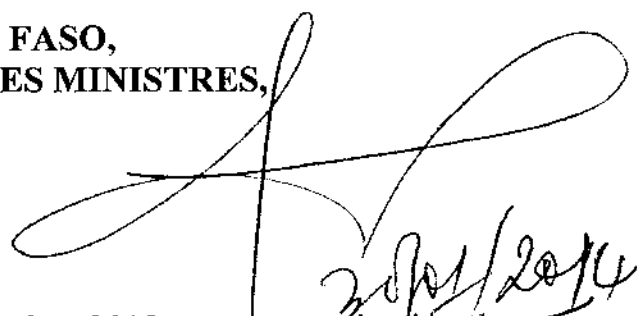
JCB/HO
BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

**DECRET N° 2014- 025 /PRES/PM/MEF/
MATS/MJ portant adoption de la stratégie
nationale de lutte contre le blanchiment de
capitaux et le financement du terrorisme et
de son plan d'actions 2014-2016.**

VISA N°00032

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**



- VU** la Constitution ;
- VU** le décret n° 2012-1038/PRES du 31 décembre 2012 portant nomination du Premier Ministre ;
- VU** le décret n°2013-002/PRES/PM du 02 janvier 2013 portant composition du Gouvernement ;
- VU** le décret n°2013-104/PRES/PM/SGGCM du 07 mars 2013 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- VU** le décret n° 2013-404/PRES/PM/SGG-CM du 23 mai 2013 portant organisation-type des départements ministériels ;
- Sur** rapport du Ministre de l'Economie et des Finances ;
- LE** Conseil des Ministres entendu en sa séance du 15 janvier 2014 ;

DECRETE

ARTICLE 1 : Est adoptée la stratégie nationale de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme dont le document est joint en annexe au présent décret ainsi que son plan d'actions pour la période 2014-2016.

ARTICLE 2 : Le Ministre de l'Economie et des Finances, le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Sécurité et le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 03 février 2014

Le Premier Ministre


Beyon Luc Adolphe TIAO

Le Ministre de l'Administration
Territoriale et de la Sécurité


Jérôme BOUGOUMA

Le Ministre de l'Economie et des Finances


Lucien Marie Noël BEMBAMBA

Le Ministre de la Justice,
Garde des Sceaux


Dramane YAMEOGO



MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES



BURKINA FASO

UNITÉ - PROGRÈS - JUSTICE

STRATEGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME ET PLAN D' ACTIONS 2014 - 2016

Elaborée avec le concours du Groupe Intergouvernemental
d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest
(GIABA)



Décembre 2013

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	2
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	3
INTRODUCTION	4
I. CONTEXTE.....	8
1.1- Cadre juridique de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme	8
1.2- Cadre institutionnel de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme	11
1.3- Perspectives	15
II- LA STRATEGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME 2013-2015Erreur ! Signet non défini.	
2.1- Introduction	16
2.2- La vision du Burkina Faso	18
2.3- Les objectifs de la Stratégie	19
2.4- Les axes d'intervention de la stratégie	20
2.5- Mise en œuvre et suivi évaluation de la stratégie	24
2.6- Coût et financement de la stratégie	24
III - TABLEAU DU PLAN D'ACTIONS DE LA STRATEGIE LBC/FT 2013-2015.....	25

SIGLES ET ABREVIATIONS

BCEAO	:	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEDEAO	:	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CENTIF	:	Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières
CCGA	:	Commission Consultative sur le Gel Administratif
CNSA-GIABA	:	Comité National de suivi des Activités du GIABA
DA	:	Direction des Assurances
DAMOF	:	Direction des Affaires Monétaires et Financières
DGI	:	Direction Générale des Impôts
DGD	:	Direction Générale des Douanes
DGTCP	:	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité publique
DOS	:	Déclarations d'opérations suspectes
EPNFD	:	Entreprises et professions non financières désignées
FT	:	Financement du Terrorisme
GAFI	:	Groupe d'Action Financière
GIABA	:	Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest
IGT	:	Inspection Générale du Trésor
LBC/FT	:	Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme
MEF	:	Ministère de l'Economie et des Finances
MJ	:	Ministère de la justice
REM	:	Rapport d'Evaluation Mutuelle
UEMOA	:	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

INTRODUCTION

La criminalité financière a toujours été une préoccupation majeure de la communauté internationale. Le blanchiment d'argent est désormais identifié comme l'un des supports principaux de la criminalité transnationale organisée dans le monde. Il existe un lien de connexité étroit entre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

A l'heure actuelle, le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (BC/FT) constituent de graves et réelles menaces à l'économie, à la paix et à la sécurité de l'ensemble des Etats composant la société internationale.

Les causes de ces deux fléaux sont multiples et multiformes. Elles consistent en la faiblesse ou l'échec des Etats à se doter d'une réglementation adaptée permettant de détecter, en amont, l'origine illicite des capitaux dans leurs mouvements. Elles résident aussi dans le développement croissant de la criminalité financière favorisée par la manipulation d'importants flux monétaires entre les Etats.

La mondialisation fondée à la fois sur le développement fulgurant des moyens de transports et des communications dont internet, favorise aussi la recrudescence des problèmes liés au BC/FT. Cette évolution offre des outils de plus en plus sophistiqués permettant de blanchir le produit du crime, en s'affranchissant des contraintes liées au temps et à l'espace, tout en préservant l'anonymat des transactions.

Une telle situation appelle une réponse vigoureuse et proportionnée, car il est de l'intérêt bien compris des pays développés comme de ceux en voie de développement de protéger leur système financier contre le recyclage de l'argent du crime.

Le Burkina Faso est un Etat membre du Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) depuis sa création en 2000, sur décision de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO. C'est une institution spécialisée de la CEDEAO, chargée de la promotion de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme dans les Etats membres. Un des sept (7) objectifs du plan d'action stratégique triennal du GIABA (2010-2013) requiert de chaque Etat membre de développer une stratégie nationale anti-blanchiment. Dans ce contexte, ce document de stratégie nationale du Burkina a été élaboré en collaboration avec les membres du comité national interministériel de coordination des activités de lutte contre le blanchiment

de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) ainsi que d'autres partenaires du Burkina Faso.

Le Burkina a mis en place un cadre juridique et institutionnel complet de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Le blanchiment de capitaux désigne essentiellement le processus par lequel les capitaux résultant d'une activité criminelle ou délictuelle sont transformés en capitaux légitimes dont l'origine illégale est difficile à retracer.

Au sens de la loi n°026-2006/AN du 28 novembre 2006 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, « le blanchiment de capitaux est défini comme l'infraction constituée par un ou plusieurs des agissements énumérés ci-après, commis intentionnellement, à savoir :

- ☞ la conversion, le transfert ou la manipulation de biens dont l'auteur sait qu'ils proviennent d'un crime ou d'un délit ou d'une participation à ce crime ou d'un délit, dans le but de dissimuler ou de déguiser l'origine illicite desdits biens ou d'aider toute personne impliquée dans la commission de ce crime ou délit à échapper aux conséquences judiciaires de ses actes ;
- ☞ la dissimulation, le déguisement de la nature, de l'origine, de l'emplacement, de la disposition, du mouvement ou de la propriété réelle de biens ou de droits y relatifs dont l'auteur sait qu'ils proviennent d'un crime ou d'un délit ou d'une participation à ce crime ou délit ;
- ☞ l'acquisition, la détention ou l'utilisation de biens dont l'auteur sait, au moment de la réception desdits biens, qu'ils proviennent d'un crime ou d'un délit ou d'une participation à ce crime ou délit.

Il y a blanchiment de capitaux, même si les faits qui sont à l'origine de l'acquisition de la détention et du transfert des biens à blanchir sont commis sur le territoire d'un autre Etat membre ou sur celui d'un Etat tiers.

Constitue également une infraction de blanchiment de capitaux, l'entente ou la participation à une association en vue de la commission d'un fait constitutif de blanchiment de capitaux, l'association pour commettre ledit fait, les tentatives de le perpétrer, l'aide, l'incitation ou le conseil à une personne physique ou morale en vue de l'exécuter ou d'en faciliter l'exécution.

Sauf si l'infraction d'origine a fait l'objet d'une loi d'amnistie, il y a blanchiment de capitaux même :

- si l'auteur des crimes ou délits n'a été ni poursuivi ni condamné;

- s'il manque une condition pour agir en justice à la suite desdits crimes ou délits ».

Le financement du terrorisme consiste à réunir des capitaux pour la réalisation d'activités terroristes, visant à intimider une population, ou à contraindre un gouvernement d'agir d'une certaine façon.

Aux termes des dispositions de la loi n°061-2009/AN du 17 décembre 2009 relative à la lutte contre le financement du terrorisme, « le financement du terrorisme est défini comme l'infraction constituée par le fait, par quelque moyen que ce soit, directement ou indirectement, délibérément, de fournir, réunir ou gérer ou de tenter de fournir, réunir ou gérer des fonds, biens, services financiers ou autres, dans l'intention de les voir utilisés ou en sachant qu'ils seront utilisés, en tout ou partie, en vue de commettre :

- a) un acte constitutif d'une infraction au sens de l'un des instruments juridiques internationaux énumérés en annexe à la présente loi, indépendamment de la survenance d'un tel acte ;
- b) tout autre acte destiné à tuer ou blesser grièvement un civil ou toute autre personne qui ne participe pas directement aux hostilités dans une situation de conflit armé, lorsque, par sa nature ou son contexte, cet acte vise à intimider une population ou à contraindre un Gouvernement ou une organisation internationale à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte quelconque.

L'infraction de financement du terrorisme ainsi définie est constituée même si les fonds n'ont pas été effectivement utilisés pour commettre les actes visés ci-dessus.

Il y a financement du terrorisme, même si les faits qui sont à l'origine de l'acquisition, de la détention et du transfert des biens destinés au financement du terrorisme, sont commis sur le territoire d'un autre Etat membre ou sur celui d'un Etat tiers.

Constituent également une infraction de financement du terrorisme, l'entente ou la participation à une association en vue de la commission d'un fait constitutif du financement du terrorisme, l'association pour commettre ledit fait, l'aide, l'incitation ou le conseil à une personne physique ou morale, en vue de l'exécuter ou d'en faciliter l'exécution.»

Le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme sont deux types de criminalité financière dont les conséquences vont largement au delà d'opérations financières apparemment inoffensives. En effet, les effets dévastateurs de ces phénomènes se notent à plusieurs niveaux :

- ✓ **Au plan macro-économique** : les blanchisseurs n'ayant pas des objectifs de rentabilité, ils consentent à investir des sommes colossales dans des activités qui ne sont pas prioritaires pour le développement mais qui leur permettent de ne pas être détectés, ce qui a des répercussions sur la productivité des économies nationale et mondiale. On peut également noter, du fait du blanchiment de capitaux, des variations inexplicables de la demande de monnaie, et l'instabilité des mouvements internationaux de capitaux et des cours de change en raison des transferts transnationaux d'actifs inattendus.
- ✓ **Au plan du droit**: un préalable au développement économique est l'établissement d'un système juridique fondé sur la primauté du droit, et donc fiable aux yeux des marchés. Or, les mécanismes de blanchiment et de financement du terrorisme permettent aux criminels d'échapper à l'application de la loi et aux conséquences de leurs actes, introduisant ainsi des inégalités qui minent la primauté du droit au sein des sociétés.
- ✓ **Au plan financier** : les criminels ont souvent besoin de contrôler le système financier pour blanchir leurs capitaux et financer le terrorisme.
- ✓ **Au plan de la gouvernance** : la bonne gouvernance est une condition préalable au développement économique. Les recettes publiques indispensables au développement économique des pays, sont détournées par des blanchisseurs et aboutissent souvent sur des comptes bancaires de grands centres financiers du monde entier.

Des orientations et mesures stratégiques ont été adoptées par le Gouvernement du Burkina Faso dans le cadre de la stratégie de croissance accélérée et de développement durable, axée principalement sur la promotion de la bonne gouvernance, en particulier sur les questions d'intégrité, de civisme, de respect du bien public, de la mobilisation et de l'utilisation efficiente des ressources nécessaires au développement.

Le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme étant des phénomènes qui nuisent considérablement à la productivité de l'économie, à la primauté du droit, à la fiabilité du système financier, et à la bonne gouvernance, conditions indispensables à l'émergence du Burkina Faso, il apparaît donc indispensable d'insérer une stratégie de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme dans les orientations et mesures stratégiques envisagées par le Gouvernement pour assurer leur réussite.

Le contenu du document contient les points suivants:

- Le contexte de la stratégie nationale;
- La vision du Burkina Faso en matière de LBC/FT
- Les objectifs stratégiques et les résultats attendus
- Le processus de suivi-évaluation de la stratégie nationale
- Le plan d'action de la stratégie

I - CONTEXTE

Conformément au protocole d'entente du Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) adopté par Décision CEDEAO A/Déc. 9/12/99 du 10 décembre 1999, le Burkina Faso a endossé les recommandations du Groupe d'Action Financière (GAFI) qui sont reconnues comme les normes internationales en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) et s'est engagé à les mettre en œuvre. Au vu de son engagement, le Burkina Faso a déjà franchi de nombreuses étapes aux fins de mettre en œuvre son dispositif national de LBC/FT. Une vue d'ensemble du cadre légal et institutionnel de LBC/FT existant est ci-dessous décrite.

1.1- Cadre juridique de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

Le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme contribuent à troubler l'ordre public, la paix dans le monde et, à menacer la réputation et l'intégrité des institutions financières. Fort de ce constat, la communauté internationale a mis en place un cadre juridique pour lutter contre cette criminalité financière transfrontalière. Au regard de l'intérêt que suscite cette lutte, ce cadre juridique international s'est vu progressivement transposé dans l'ordonnancement juridique interne de l'Etat burkinabè.

Le degré d'engagement de la communauté internationale dans la lutte contre la criminalité transfrontalière se traduit notamment par l'importance des textes répréhensifs pris tant au niveau international qu'au niveau sous régional et national. Il s'agit notamment de :

1.1.1- Au niveau international

- la Convention de Vienne de 1988 des Nations Unies relative au trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes qui donne les critères d'incrimination du blanchiment;
- la convention de 1999 des Nations Unies sur la répression du financement du terrorisme ;
- la Convention de Palerme de 2000 contre la criminalité transnationale organisée: elle promeut la coopération et propose une définition très large de la criminalité financière transnationale en intégrant les infractions sous-jacentes ;
- la Convention de Mérida de 2003 des Nations Unies contre la corruption ;
- les Recommandations formulées par le Groupe d'Action Financière (GAFI), révisées en février 2012 sur les normes internationales sur la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération ;
- les Recommandations du Comité de Bâle relatives notamment, au renforcement de la sécurité et de la fiabilité du système financier et garantissant un niveau minimum de capitaux propres, afin d'assurer la solidité financière des banques.
- les Résolutions N° 1267 et 1373 du Conseil de sécurité des Nations Unies relatives au gel de fonds, à la prévention et à la répression du financement d'actes de terrorisme.

1.1.2- Au niveau communautaire

- la directive n° 07/2002/CM/UEMOA du 19 septembre 2002 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux dans les États membres de l'UEMOA ;
- la Loi uniforme relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux du 20 mars 2003, en tant qu'instrument de transposition de la Directive n°07 dans l'ordre juridique national ;

- le Règlement n° R09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ;
- le Règlement N°14 /2002/CM/UEMOA du 19 septembre 2002 relatif au gel de fonds dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme au sein de l'UEMOA;
- la Directive n°04/2007/CM/UEMOA du 04 juillet 2007 relative à la lutte contre le financement du terrorisme dans les Etats membres de l'UEMOA;
- la Loi uniforme relative à la lutte contre le financement du terrorisme du 28 mars 2008 dans les États membres de l'UEMOA, en tant qu'instrument de transposition de la Directive n°07 dans l'ordre juridique national ;
- le Droit OHADA.

1.1.3- Au niveau national

- la loi n°026-2006/AN du 28 novembre 2006 relative à Lutte contre le Blanchiment de Capitaux ;
- le décret n° 2006-649 portant promulgation de la loi n° n°026-2006/AN du 28 novembre 2006 relative à Lutte contre le Blanchiment de Capitaux ;
- la Loi N°060-2009/AN du 17 décembre 2009 relative à la répression des actes de terrorisme au Burkina Faso;
- la Loi N°061-2009/AN du 17 décembre 2009 relative à la lutte contre le financement du terrorisme ;
- le décret n°2010-022 /PRES promulguant la loi n°060-2009/AN du 17 décembre 2009 portant répression d'actes de terrorisme au Burkina Faso
- le décret n°2007-449/PRES/PM/MEF/MJ du 18 juillet 2007, portant attributions, composition et fonctionnement de la CENTIF ;
- du décret n°2012-1136/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2012 portant désignation de l'autorité compétente en matière de gel administratif en application de la loi relative à la lutte contre le financement du terrorisme;

- de l'arrêté n°2009-0180/MEF/CENTIF/ du 29 mai 2009 portant fixation du modèle de déclaration de soupçon à la CENTIF.
- de l'arrêté n°2010-0026/MEF/CENTIF du 08 février 2010 portant approbation du Règlement Intérieur de la CENTIF ;
- de l'arrêté interministériel n°2013-00266/MEF/MATS/MDNAC/MAECR du 24 juillet 2013 portant attributions, composition et fonctionnement de la Commission Consultative sur le Gel Administratif (CCGA).

Une lecture combinée de ces textes permet de conclure que ceux adoptés au niveau national sont une continuité des textes internationaux en ce qu'ils permettent de rendre exécutoire dans l'espace communautaire les décisions de gel de fonds prises par le Comité des sanctions du Conseil de Sécurité des Nations Unies. En outre, les lois nationales reprennent les principales orientations de la Directive N°04/2007/CM/UEMOA du 04 juillet 2007, auxquelles s'ajoute un dispositif harmonisé de sanctions et de règles spécifiques organisant la coopération internationale (compétence, entraide judiciaire et extradition).

1.2- Cadre institutionnel de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

Il est à noter que l'efficacité de tous les textes ci-dessus cités n'est juridiquement appréciable qu'à l'analyse de leur mise en œuvre qui nécessite à n'en pas douter l'intervention d'organes ou d'institutions.

L'institution principale mise en place au Burkina Faso pour lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme est la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF). Cette Cellule est accompagnée dans sa mission par le Ministère de l'Economie et des Finances, son autorité de tutelle à travers ses services techniques que sont la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP), la Direction Générale des Douanes (DGD) et la Direction Générale des Impôts (DGI). On note également l'implication : du Ministère de la Justice, du Ministère de la Sécurité et de la Direction Nationale pour le Burkina de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

1.2.1- La CENTIF

La CENTIF, la Cellule de Renseignement Financier (CRF) burkinabé, est une structure administrative placée sous la tutelle du Ministère de l'Economie et

des Finances. Elle est dotée de l'autonomie financière et d'un pouvoir de décision autonome sur les matières relevant de sa compétence. L'institution de la CENTIF est l'aboutissement de la volonté, des pays membres de l'UEMOA, de mettre en place un organe, au centre du dispositif national de LBC/FT, au sein duquel se trouvent les professions assujetties à la déclaration de soupçons en amont et les autorités judiciaires en aval. Les prérogatives de la CENTIF sont déterminées par le Décret n°2007-449/PRES/PM/MEF/MJ du 18 juillet 2007, portant attributions, composition et fonctionnement de la CENTIF.

Elle joue un rôle primordial dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Cela s'explique par la mission dévolue à cette institution qui est en effet investie par le législateur, d'une mission générale de traitement du renseignement financier sur les circuits de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme. A ce titre, elle bénéficie de quatre (04) attributions et de trois (03) prérogatives

Au titre de ses attributions, la CENTIF collecte, analyse et traite les renseignements financiers propres à établir l'origine des transactions ou la nature des opérations objet de déclaration de soupçons des assujettis. Elle émet des avis sur la mise en œuvre de la politique nationale en matière LBC/FT, propose des réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme et, effectue ou fait réaliser des études sur l'évolution des techniques de LBC/FT au niveau national (typologies).

En termes de prérogatives liées à l'exercice de sa mission, elle bénéficie :

- d'un droit de communication étendu ;
- de l'inopposabilité du « secret professionnel » ;
- du droit de s'opposer à l'exécution d'une opération suspecte pendant un délai qui ne peut excéder quarante huit (48) heures.

Il convient de signaler que dans l'exercice de sa mission, la CENTIF est soumise à l'obligation d'informer les assujettis des conclusions de ses investigations (retour d'informations), de respecter le secret des informations recueillies et de produire un rapport trimestriel et annuel au Ministre de l'Economie et des Finances et à la BCEAO.

1.2.2- Les Autres acteurs intervenant dans la lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment de capitaux

Dans le dispositif LBC/FT, il existe des correspondants de la CENTIF désignés dans certaines administrations impliquées dans la lutte. Les correspondants CENTIF ont pour attributions :

- d'apporter leur concours à la CENTIF dans le cadre de la LBC/FT ;
- de servir de relais à la CENTIF, dans la collecte des renseignements nécessaires à l'enrichissement des déclarations de soupçons (DS) ;
- de fournir sur requête de la CENTIF, toutes informations et données utiles, relatives aux investigations financières entreprises à la suite d'une déclaration de soupçon et disponibles dans les bases de données de leurs structures.

Au nombre des structures travaillant en étroite collaboration avec la CENTIF dans la cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, se trouvent :

☞ **La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)**

La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique joue aux côtés de la CENTIF, un rôle capital dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Elle a pour mission d'assurer une saine gestion des deniers publics, de garantir la trésorerie au titre du budget de l'Etat, des collectivités territoriales ainsi que des établissements publics et de veiller à la viabilité du système financier national.

☞ **La Direction Générale des Impôts (DGI)**

La Direction Générale des Impôts joue également un rôle important dans la prévention, la détection des cas suspects de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme à travers le contrôle régulier que cette structure opère notamment sur les assujettis exposés à cette criminalité financière transfrontalière. Ces contrôles opérés depuis des années ont permis de détecter des cas suspects et diversifiés de blanchiment de capitaux.

☞ **La Direction Générale des Douanes (DGD)**

A l'instar de la Direction Générale des Impôts, la Direction Générale des Douanes contribue pour beaucoup dans la lutte contre la délinquance

financière, le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme à travers le contrôle des opérations d'importations et d'exportations.

☞ **Les forces de sécurité (gendarmerie et police)**

Au niveau de ces deux structures, bien qu'il existe des brigades économiques et financières qui s'occupent généralement des cas d'abus de confiance ou de biens sociaux, d'escroquerie, de détournement de deniers publics, il n'existe pas encore une unité spécialisée en matière de lutte contre le BC/FT. Toutefois des efforts ont été faits pour former des policiers et des gendarmes dans le cadre des activités du GIABA.

☞ **Le Ministère de la justice**

Le ministère de la justice est un organe central et incontournable dans la lutte contre la criminalité financière transfrontalière en ce qu'il contribue à assainir le système financier, à travers les juridictions compétentes, par le jugement des dossiers financiers et la condamnation judiciaire des délinquants.

Il joue également un rôle complémentaire à celui de la CENTIF, du fait que sur la base du rapport d'enquêtes produit par cette dernière, le parquet peut déclencher des poursuites. En marge de cette réglementation spécifique, le Ministère de la justice peut s'autosaisir de faits de blanchiment. Ce fut le cas par exemple de quatre dossiers d'escroquerie pour lesquels le parquet du palais de justice de Ouagadougou avait été saisi. L'examen minutieux des dossiers a abouti de façon incidente à la détection de cas de blanchiment d'argent.

Dans le cadre de l'exécution de ses missions, le parquet à régulièrement recours à la réquisition des banques et établissements financiers chaque fois que de besoin.

☞ **Les assujettis**

Il s'agit de toute personne physique ou morale qui, dans le cadre de l'exercice de ses activités, réalise, contrôle ou conseille des opérations entraînant des dépôts, des échanges, des placements, des conversions ou tous autres mouvements de capitaux ou de tous autres biens. Ce sont notamment : les Trésors Nationaux, les professions juridiques indépendantes, les banques et établissements financiers, l'Administration des postes, la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, les compagnies et

courtiers d'assurance et de réassurance, le secteur non financiers et les Organisations Non Gouvernementales.

Le cadre juridique et organisationnel mis en place au Burkina Faso, s'est accompagné d'un ensemble d'actions entreprises qui se heurtent toutefois dans la pratique à d'énormes difficultés en ce sens que la lutte se trouve parfois sous-estimée par les acteurs financiers les mieux placés pour le détecter. Aussi, le blanchiment de capitaux reste très difficile à prouver et n'est finalement que très rarement sanctionné au plan pénal. En outre certaines dispositions des textes anti-blanchiment d'argent ne facilitent pas la lutte.

1.3- Perspectives

L'objectif général de la stratégie est de créer les conditions d'un développement économique du Burkina Faso conformément à la vision des autorités politiques, par la promotion de la bonne gouvernance, la protection et la stabilité du système financier.

Les perspectives de la stratégie s'établissent comme suit :

- ✓ doter le programme du gouvernement d'un plan de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, parfaitement intégré aux orientations stratégiques du Gouvernement ;
- ✓ contribuer à la mise en place d'un environnement financier sain et durable, susceptible de rassurer les marchés et les investisseurs, le but étant d'accroître la mobilisation de ressources financières nécessaires au développement économique ;
- ✓ contribuer à la restauration des valeurs morales citoyennes, en appuyant les actions du gouvernement dans le sens de l'édification d'une justice performante, et de l'éradication de la corruption, en donnant les moyens de sanctionner, mais aussi en privant les auteurs de la criminalité de profiter du fruit de leurs actes ;
- ✓ contribuer au respect des engagements internationaux pris par le Burkina Faso et à la promotion du partenariat régional et international en inscrivant le Burkina dans le concert des nations en lutte contre ces phénomènes, ce qui permettra le cas échéant, de disposer des outils législatifs et d'entraide judiciaire efficaces et nécessaires à la lutte contre la criminalité financière transnationale organisée.

La réalisation de ces objectifs passe par la définition d'actions précises, qui se basent elles-mêmes sur une analyse des risques, vulnérabilités, lacunes et

difficultés rencontrées prises en charge par la stratégie nationale LBC/FT du Burkina Faso.

II – LA STRATEGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

2.1- Introduction

En définissant sa stratégie nationale de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT), le Burkina Faso a tenu compte des directives du Groupe d'Action Financière (GAFI) en matière de renforcement des capacités pour l'évaluation mutuelle et la mise en œuvre des standards du GAFI au sein des pays à faible capacité (Cf. FATF LCC Guidance). En rappel, Cela consiste en une approche par phase ou séquentielle d'application des recommandations contenues dans le rapport d'évaluation mutuelle (REM) du Burkina.

Il convient de rappeler que le dispositif de Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LBC/FT) du Burkina a fait l'objet de sa première évaluation mutuelle du 26 janvier au 06 février 2009 par la Banque Mondiale avec la participation du Groupe d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) en qualité d'observateur.

Le rapport de cette évaluation a été adopté le 04 novembre 2009, par le GIABA lors de sa réunion plénière qui s'est tenue du 1er au 04 novembre 2009 à Freetown en Sierra Leone et publié sur son site Internet.

Le Burkina a été jugé largement conforme (LC) pour cinq **(5)** recommandations, partiellement conforme (PC) pour treize **(13)** recommandations, non conforme (NC) pour trente **(30)** recommandations et non applicable (N/A) pour une **(1)** recommandation.

La situation des notations PC et NC du Burkina, relatives aux recommandations du GAFI, se présente conformément aux tableaux ci-après :

Tableau 1 : Notation des Recommandations en PC et NC

PARTIELLEMENT CONFORME (PC)	NON CONFORME (NC)
R1 -L'infraction de blanchiment de capitaux	R5 - Obligation de Vigilance Vis à Vis du Client
R3 -Intentionnalité et responsabilité pénale des personnes morales	R6- Personnes politiquement exposées (PPE)
R10 -Conservation des documents	R7- Relation de correspondant bancaire
R11- Transactions inhabituelles	R8- Relations à distance par les Nouvelles technologies
R15-Contrôles internes, conformité et audit	R9- Tiers et intermédiaires
R17-Sanctions	R12- Entreprises et Professions Non Financières Désignées (EPNFD) – R5, 6, 8 – 11
R26-La Cellule de Renseignements Financiers (CRF)	R13-Déclarations d'opérations suspectes
R27-Les autorités de poursuite pénale	R14- Protection des déclarants et interdiction d'avertir le client
R28-Pouvoirs des autorités compétentes	R16- Entreprises et Professions Non Financières Désignées (EPNFD) – R13 – 15 & 21
R32 – Statistiques	R18- Banques fictives
R38- Entraide judiciaire en matière de confiscation et gel	R19- Autres formes de déclaration
R39-Extradition	R20- Autres Entreprises et Professions Non Financières Désignées (EPNFD) et Techniques modernes et sûres de gestion de fonds
R40-Autres formes de coopération	R21- Attention particulière pour les pays à haut risque
	R22- Succursales et Filiales à l'étranger
	R23-Régulation, supervision et contrôle
	R24- Entreprises et Professions Non Financières Désignées (EPNFD) – Réglementation, Contrôle et Suivi
	R25- Lignes directrices
	R29- Autorités de surveillance
	R30- Ressources, Intégrité et Formation
	R31- Coopération Nationale
	R33- Personnes Morales- Bénéficiaires Réels
	RS I- Mise en œuvre des Instruments de L'ONU
	RS II- Criminalisation du Financement du Terrorisme
	RS III- Gel et Confiscation de Biens Terroristes
	RS IV- Déclaration d'opérations Suspectes
	RS V- Coopération Internationale
	RS VI- Obligations LBC/FT applicables aux services de transferts de fonds ou de valeurs
	RSVII- Règles applicables aux transferts électroniques
	RS VIII- Organismes à but non lucratif
	RSIX- Déclaration ou communication transfrontalière

Tableau 2 : Notation des Recommandations principales (Core recommendations) et des Recommandations clés (Key recommendations).

Recommandations principales : 4 notées NC et 2 notées PC
NC : R.5, R.13, RSII et RSIV PC : R.1 et R.10
Recommandations-clés : 4 notées NC et 3 notées PC
NC : R.23, RSI, RSIII et RSV PC : R.3, R.26 et R.40

La stratégie nationale dresse la feuille de route pour le Burkina Faso sur la base d'un plan d'action triennal glissant, pour les trois prochaines années pour la mise en œuvre des Recommandations principales (CORE, 6) et Clés (KEY, 10) telles que définies dans la directive FATF LCC Guidance du GAFI. La stratégie nationale dans sa phase préliminaire va se focaliser sur l'amélioration des insuffisances identifiées dans les domaines suivants :

- Le cadre légal-criminalisation du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme, mesures conservatoires/confiscation et gel, confiscation des avoirs terroristes (R1, R3, SRII et SRIII)
- La CENTIF (R13, SRIV et R26)
- Les mesures préventives (R5, R10)
- La régulation et la supervision (R23)
- La coopération internationale (R35, R36, R40, SRI et SRV)

2.2- – La vision du Burkina Faso

Cette stratégie repose sur l'identification des lacunes, vulnérabilités et risques que présente le pays en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, et présente les principales actions envisagées afin de les corriger, tout en tenant compte de la vision et des objectifs du Gouvernement du Burkina Faso contenu dans le document « Etude Nationale Prospective Burkina 2025 ».

Cette vision du pays s'énonce comme suit : « Le Burkina Faso, est une nation solidaire, de progrès et de justice qui consolide son respect sur la scène internationale ».

Elle traduit les ambitions de développement que le pays s'impose pour le long terme, et présentées par les autorités nationales par le concept de « pays émergent ».

La vision du secteur de l'économie et des finances dérivée de celle de la nation entière à long terme s'énonce comme suit : « **En 2020, le Burkina Faso dispose d'un secteur de l'économie et des finances dynamique et efficace, de plus en plus compétitif et performant, bien intégré dans la sous région et ouvert au monde, fondé sur une gouvernance vertueuse** ».

La CENTIF, en tant que pièce maîtresse du dispositif LBC/FT, a pour mission, aux termes des dispositions législatives en vigueur, de recueillir, et de traiter le renseignement financier sur les circuits de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme au Burkina Faso.

Elle devra contribuer à la mise en œuvre avec l'ensemble des acteurs nationaux impliqués à la réalisation des actions de lutte contre la criminalité financière au Burkina Faso.

2.3- Les objectifs de la stratégie

2.3.1- L'objectif général

L'objectif général de la stratégie est de préserver l'intégrité, la solidité et la stabilité du système financier et démanteler les réseaux terroristes ;

2.3.2- Les objectifs spécifiques

De façon spécifique, la stratégie élaborée vise à :

- Renforcer le dispositif juridique et institutionnel de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme pour le rendre plus efficace et conforme aux normes et standards internationaux ;
- Renforcer les capacités de tous les acteurs impliqués dans la lutte ;
- assurer la mise en œuvre effective du dispositif national de lutte contre la criminalité financière transnationale ;
- Conscientiser les populations ;
- Impliquer toutes les composantes des organisations de la société civile à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;
- Organiser la traque des auteurs de la criminalité transnationale organisée ;
- Mettre en place un dispositif intégré pour le suivi des organisations ou organismes à but non lucratif ;

- Renforcer la collaboration et la coopération entre tous les acteurs impliqués dans la lutte ;
- Promouvoir l'élaboration de statistiques fiables dans toutes les administrations impliquées dans la LBC/FT.

2.4- Les axes d'intervention de la stratégie

Objectif 1 : Renforcer le dispositif juridique et institutionnel de lutte contre le Blanchiment de capitaux et le Financement du terrorisme pour le rendre plus efficace.

Stratégies de l'objectif 1 :

- Mise en œuvre des conventions internationales ;
- Relecture et élaboration des textes législatifs et réglementaires
- Opérationnalisation des institutions de mise en œuvre

Activités de l'objectif 1 :

- Apporter des contributions à la relecture des textes communautaires ;
- Participer aux ateliers de validation des textes communautaires initiés par la BCEAO ;
- Soumettre à l'Assemblée nationale les projets de lois LBC/FT ;
- Prendre les décrets et les arrêtés d'application des lois LBC/FT ;
- Relire les textes réglementaires d'application ;
- Editer des brochures et des dépliants des lois et textes d'application de la LBC/FT
- Diffuser les brochures et les dépliants des lois LBC/FT ;
- Mettre à niveau les textes réglementaires applicables aux entreprises et professions non financières désignées (EPNFD) ;
- Installer un circuit informatique autonome à la CENTIF ;
- Installer un système de sécurité physique d'accès dans la cour et dans les bureaux et salles machines et d'archivage ;
- Garantir la sécurité physique des membres, des correspondants, et du personnel de la CENTIF ;
- Rénover le bâtiment de la CENTIF,
- Acquérir un logiciel de traitement des déclarations d'opérations suspectes (DOS) ;
- Renforcer quantitativement et qualitativement les effectifs de la CENTIF ;
- Doter la CENTIF en matériel et en équipement informatique spécifique adéquat ;
- Faire un plaidoyer pour doter la CENTIF d'un budget conséquent.

Objectif 2 : Renforcer les capacités de tous les acteurs impliqués dans la lutte

Stratégies de l'objectif 2 :

- Elaboration d'un solide programme de formation des acteurs ;
- Dotation des acteurs en infrastructures et équipements appropriés ;
- Renforcement des effectifs

Activités de l'objectif 2 :

- Appuyer en ressources matérielles et financières les autres acteurs impliqués dans la LBC/FT ;
- Doter la CENTIF de plan de formation sur la LBC/FT au profit des acteurs impliqués dans la LBC/FT ;
- Doter la CENTIF de modules de formation pour les écoles professionnelles spéciales ;

Objectif 3 : Veiller à la mise en œuvre effective du dispositif national de lutte contre la criminalité financière transnationale

Stratégies de l'objectif 3 :

- Assistance à tous les acteurs intervenant dans la mise en œuvre du dispositif de lutte contre la criminalité financière transnationale,
- Contrôle régulier par les autorités de tutelle ;
- Application effective des sanctions

Activités de l'objectif 3 :

- Faire un plaidoyer pour un renforcement des effectifs des superviseurs ;
- Elaborer des guides de superviseur ;
- Doter les superviseurs en matériel informatique ;
- Assurer des formations spécialisées ;
- Faire un plaidoyer pour la motivation et la sécurisation des superviseurs ;

Objectif 4 : Conscientiser les populations

Stratégies de l'objectif 4 :

- Sensibilisation des populations

Activités de l'objectif 4 :

- Organiser des ateliers de sensibilisation par région administrative, voire par province ;
- Editer des brochures, des dépliants relatifs aux textes sur la LBC/FT ;
- Réaliser et diffuser des spots dans les médias audio-visuels ;

- Publier des encarts dans la presse écrite ;
- Mettre à contribution le site internet de la CENTIF ;
- Utiliser le théâtre forum ;
- Organiser une journée nationale de sensibilisation à la LBC/FT ;
- Faire un plaidoyer pour l'intégration des modules sur la LBC/FT dans les écoles de formation professionnelle (ENAREF, ENAM, ENP, ENG, END).

Objectif 5 : Impliquer toutes les composantes des Organisations de la Société Civile à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

Stratégies de l'objectif 5 :

- Mettre en place une stratégie de communication

Activités de l'objectif 5 :

- Recenser les organisations de la société civile (OSC) qui pourraient faire partie du groupe leader ;
- Organiser des ateliers de sensibilisation ;
- Elaborer les statuts et le règlement intérieur ;
- Elaborer un programme d'activités.

Objectif 6 : Organiser la traque des acteurs de la criminalité transnationale organisée

Stratégies de l'objectif 6 :

- Renforcement et développement des techniques d'investigation

Activités de l'objectif 6 :

- Elaborer des modules de formation en identification et en investigation ;
- Organiser des ateliers de formation en identification et en investigation ;
- Créer et alimenter un fichier des personnes recherchées ;
- Développer une synergie d'actions entre les structures nationales de LBC/FT ;
- Equiper les cellules techniques en moyens de communication et en logistique ;
- Faire un plaidoyer pour la motivation du personnel des services chargés de la traque.

Objectif 7 : Mettre en place un dispositif intégré pour le suivi des organisations ou organismes à but non lucratif

Stratégies de l'objectif 7 :

- Recensement des organisations ou organismes à but non lucratif ;
- Coordination des actions des structures de suivi des organisations et organismes ;
- Mise à jour régulière du fichier de suivi des organisations et organismes à but non lucratif (OBNL)

Activités de l'objectif 7 :

- Mettre en place un comité de réflexion comprenant les Ministères en charge de la sécurité et des finances (MATS/MEF) ;
- Elaborer des termes de référence (TDR) et des projets de textes régissant l'autorité chargée de la tenue du registre ;
- Mettre en place l'autorité chargée de tenir le registre des OBNL ;
- Rendre opérationnelle l'autorité créée.

Objectif 8 : Renforcer la collaboration et la coopération entre tous les acteurs de la LBC/FT

Stratégies de l'objectif 8 :

- Développement d'une synergie d'action entre les différents acteurs

Activités de l'objectif 8 :

- Tenir régulièrement les réunions du Comité interministériel de LBC/FT (CNSA-GIABA) ;
- Répondre dans des délais raisonnables aux requêtes des cellules de renseignements (CRF) homologues ;
- Répondre dans des délais raisonnables aux demandes d'entraide judiciaires des autres pays.

Objectif 9 : Promouvoir l'élaboration de statistiques fiables dans toutes les administrations impliquées dans la LBC/FT

Stratégies de l'objectif 9 :

- Tenue à jour des statistiques par les assujettis et toutes les administrations impliquées dans la LBC/FT

Activités de l'objectif 9 :

- Renforcer les systèmes statistiques des administrations impliquées ;
- Créer et mettre à jour un système de traitement des données statistiques ;
- Informatiser le traitement des données statistiques ;
- Publier une revue trimestrielle des statistiques sur la LBC/FT

2.5 Mise en œuvre et suivi évaluation de la stratégie

Le Comité national interministériel de suivi des activités de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (CNSA-GIABA), sera chargé du suivi de la mise en œuvre de la stratégie nationale. Le Comité assurera une bonne coordination technique dans l'action entre les acteurs impliqués. Sa tâche principale sera de veiller à ce que l'exécution des activités soit aussi fluide et efficace que possible, que les possibilités de complémentarités soient explorées et que des mesures correctives nécessaires soient élaborées.

Le comité produira des rapports périodiques pour rendre compte aux autorités compétentes de l'état de mise en œuvre de la stratégie. Toutes les entraves à la mise en œuvre de la stratégie devront être portées à l'attention des autorités.

En outre, le Burkina Faso soumettra, un rapport annuel sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de sa stratégie au secrétariat du GIABA un mois avant la tenue des réunions de la Commission Technique/ Plénière du GIABA et la réunion du Comité Ministériel du GIABA. Le rapport annuel de suivi mentionnera les progrès accomplis par le pays dans la mise en conformité de son régime de LBC/FT, ainsi que toutes les contraintes existant dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie.

2.6 Coût et financement de la stratégie nationale

Le coût estimatif de mise en œuvre du plan d'actions triennal 2014-2016 de la stratégie est évalué à neuf cent vingt-huit millions huit cent trois mille (928 803 000) francs CFA dont le détail est joint en annexe dans le tableau de programmation physique et financière.

Le financement de la stratégie nationale de LBC/FT sera assuré par le budget national du Burkina Faso dans le cadre de la politique de développement du pays, ainsi que par des soutiens financiers extérieurs provenant de la communauté internationale.

Des partenaires techniques et financiers ont déjà marqué leur engagement à soutenir la mise en œuvre de la stratégie, sous forme de don sur le Fonds de Développement Institutionnel (FDI) de la Banque Mondiale.

ANNEXE

III - TABLEAU DU PLAN D'ACTIONS OPERATIONNEL DE LA STRATEGIE LBC/FT

2014 - 2016

PLAN D'ACTION DE LA STRATEGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME										
2014 - 2016										
Codes	Objectifs/stratégies/activités	structure responsable	programmation physique			Programmation financière			Total	Source de Financement
			2014	2015	2016	2014	2015	2016		
Objectif 1 : renforcer le dispositif juridique et institutionnel de LBC/FT pour le rendre plus efficace										
Stratégies: Mise en œuvre des conventions internationales Relecture et élaboration des textes législatifs et réglementaires Opérationnalisation des institutions de mise en œuvre										
1.1	Apporter des contributions à la relecture des textes communautaires	BCEAO	X							
1.2	Participer aux ateliers de validation des textes communautaires initiés par la BCEAO	MEF	X			4.680.000			4.680.000	Budget Etat/BECEAO
1.3	Soumettre à l'Assemblée Nationale les projets de lois LBC/FT	MEF	X							
1.4	Prendre les Décrets et les arrêtés d'application des lois LBC/FT	CENTIF		X			6.000.000		6.000.000	Budget CENTIF

PLAN D'ACTION DE LA STRATEGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

2014 - 2016

Codes	Objectifs/stratégies/activités	structure responsable	programmation physique				Programmation financière			Total	Source de Financement
			2014	2015	2016		2014	2015	2016		
1.5	Relire les textes réglementaires d'application	CENTIF		X				6.000.000		6.000.000	Budget CENTIF
1.6	Editer des brochures et des dépliant des lois et textes d'application de la LBC/FT	CENTIF		X				5.000.000		5.000.000	Budget CENTIF
1.7	Diffuser des brochures et dépliant des lois LBC/FT	CENTIF		X				1.000.000		1.000.000	Budget CENTIF
1.8	Mettre à niveau les textes réglementaires applicables aux EPNFD	CENTIF		X				3.000.000		3.000.000	Budget CENTIF
1.9	Installer un circuit informatique autonome à la CENTIF	CENTIF	X				18.265.500			18.265.500	PTF
1.10	Installer un système de sécurité physique d'accès dans la cour et dans les bureaux et salles machines et d'archivage	CENTIF	X	X			31.000.000	34.262.000		65.262.000	PTF
1.11	Garanir la sécurité physique des membres, des correspondants et du personnel de la CENTIF	MEF	X	X	X						
1.12	Rénover le bâtiment	MEF	X	X	X		50.000.000	100.000.000	19.000.000	169.000.000	Budget Etat

PLAN D'ACTION DE LA STRATEGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

2014 - 2016

Codes	Objectifs/stratégies/activités	structure responsable	programmation physique				Programmation financière			Total	Source de Financement
			2014	2015	2016		2014	2015	2016		
1.13	Acquérir un logiciel de traitement des DO\$	CENTIF	X				18.265.500			18.265.500	PTF
1.14	Renforcer quantitativement et qualitativement les effectifs de la CENTIF	CENTIF		X							
1.15	Doter la CENTIF en matériel et en équipements informatiques spécifiques adéquats	CENTIF			X				12.000.000	12.000.000	Budget CENTIF
1.16	Faire un plaidoyer pour doter la CENTIF d'un budget Conséquent	CENTIF	X								
Sous total objectif 1							122.211.000	149.262.000	31.000.000	302.473.000	

Objectif 2: Renforcer les capacités de tous les acteurs impliqués dans la lutte

Stratégies:											
Elaboration d'un solide programme de formation des acteurs											
Dotation des acteurs en infrastructures et équipements appropriés											
renforcement des effectifs											
2.1	Appuyer en ressources matérielles et financières les	CENTIF	X				10.000.000	15.000.000	15.000.000	40.000.000	Budget Etat/PTF

PLAN D'ACTION DE LA STRATEGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

2014 - 2016

2014 – 2016											
Codes	Objectifs/stratégies/activités	structure responsable	programmation physique			Programmation financière			Total	Source de Financement	
			2014	2015	2016	2014	2015	2016			
	autres acteurs impliqués dans la LBC/FT										
2.2	Doter la CENTIF de plan de formation sur la LBC/FT au profit des acteurs impliqués dans la LBC/FT	CENTIF	X	X	X						
2.3	Doter la CENTIF de modules de formation pour les écoles professionnelles spéciales	CENTIF				25.000.000			25.000.000	PTF	
Sous total objectif 2						35.000.000	15.000.000	15.000.000	65.000.000		
Objectif 3: Veiller à la mise en œuvre effective du dispositif national de lutte contre la criminalité financière transnationale											
Assistance à tous les acteurs intervenant dans la mise en œuvre du dispositif de lutte contre la criminalité financière Contrôle régulier par les autorités de tutelle Application effective des sanctions											
3.1	faire un plaidoyer pour un renforcement des effectifs des superviseurs	CENTIF									
3.2	Elaborer des guides de superviseur	CENTIF				57.630.000			57.630.000	Budget CENTIF	
3.3	Doter les superviseurs en matériel informatique	CENTIF	X	X	X	10.500.000	3.500.000	3.500.000	17.500.000	Budget CENTIF	

PLAN D'ACTION DE LA STRATEGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

2014 – 2016

Codes	Objectifs/stratégies/activités	structure responsable	programmation physique			Programmation financière			Total	Source de Financement
			2014	2015	2016	2014	2015	2016		
3.4	Assurer des formations spécialisées à l'endroit des acteurs nationaux	CENTIF	X	X	X	10.000.000	10.000.000	10.000.000	30.000.000	Budget CENTIF
3.5	Faire un plaidoyer pour la mise en place d'un système de motivation et de sécurisation des superviseurs	CENTIF	X							
Sous total objectif 3			78.130.000			13.500.000			105.130.000	

Objectif 4: Conscientiser les populations

Stratégie: Sensibilisation des populations										
Codes	Objectifs/stratégies/activités	structure responsable	programmation physique			Programmation financière			Total	Source de Financement
			2014	2015	2016	2014	2015	2016		
4.1	Organiser des ateliers de sensibilisation par région administrative, voire par province	CENTIF				32.500.000	62.500.000	40.000.000	135.000.000	Budget Etat/PTF
4.2	Editer des brochures, des dépliant relatifs aux textes sur la LBC/FT	CENTIF				5.000.000		5.000.000	10.000.000	Budget CENTIF
4.3	Réaliser et diffuser des spots dans les médias audio-visuels	CENTIF				10.000.000	5.000.000	5.000.000	20.000.000	Budget CENTIF
4.4	Concevoir, éditer et publier des encarts dans la presse écrite	CENTIF				3.000.000	3.000.000	3.000.000	9.000.000	Budget CENTIF

PLAN D'ACTION DE LA STRATEGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

2014 - 2016

Codes	Objectifs/stratégies/activités	structure responsable	programmation physique				Programmation financière			Total	Source de Financement
			2014	2015	2016		2014	2015	2016		
4.5	Mettre à contribution le site internet de la CENTIF	CENTIF									
4.6	Utiliser le théâtre forum	CENTIF									
4.7	Organiser une journée nationale de sensibilisation à la LBC/FT	CENTIF					30.000.000	30.000.000	15.000.000	30.000.000	Budget CENTIF
4.8	Faire un plaidoyer pour la prise en compte des modules sur la LBC/FT dans les écoles de formation professionnelles (ENAREF, ENAM ENP, ENG, END)	CENTIF	X	X	X						Budget CENTIF
Sous total objectif 4							80.500.000	118.500.000	98.000.000	297.000.000	

Objectif 5: Impliquer toutes les composantes des organisations de la société civile à la LBC/FT

Stratégie: Mettre en place une stratégie de communication

5.1	Recenser les OSC qui pourraient faire partie du groupe leader	CENTIF	X								
5.2	Organiser des ateliers de sensibilisation	CENTIF					6.400.000	6.400.000	6.400.000	19.200.000	Budget CENTIF
5.3	Elaborer les statuts et le	CENTIF									

PLAN D'ACTION DE LA STRATEGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

2014 - 2016

Codes	Objectifs/stratégies/activités	structure responsable	programmation physique				Programmation financière				Total	Source de Financement
			2014	2015	2016		2014	2015	2016			
	règlement intérieur											
1.4	Elaborer un programme d'activités	CENTIF					2.000.000	2.000.000	2.000.000	6.000.000		Budget CENTIF
sous total objectif 5							8.400.000	8.400.000	8.400.000	25.200.000		
Objectif 6: organiser la traque des auteurs de la criminalité transnationale organisée												
stratégie: Renforcement et développement des techniques d'investigation												
1.1	Elaborer des modules de formation en identification et en investigation	CENTIF					25.000.000			25.000.000		PTF
1.2	organiser des ateliers de formation en identification et en investigation	CENTIF						11.000.000	11.000.000	22.000.000		Budget Etat/PTF
1.3	Informatiser la gestion des fichiers des acteurs	CENTIF							15.000.000	15.000.000		Budget Etat/PTF
1.4	Développer une synergie d'actions entre les structures nationales de LBC/FT	CENTIF										
1.5	Equiper les cellules techniques en moyens de communication et en logistique	CENTIF						10.000.000	1.000.000	11.000.000		PTF

PLAN D'ACTION DE LA STRATEGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

2014 - 2016

Codes	Objectifs/stratégies/activités	structure responsable	programmation physique			Programmation financière			Total	Source de Financement
			2014	2015	2016	2014	2015	2016		
6.6	Faire un plaidoyer pour la motivation du personnel des services chargés de la traque	CENTIF								
Sous total objectif 6						25.000.000	21.000.000	27.000.000	73.000.000	
Objectif 7: Mettre en place un dispositif intégré pour le suivi des organisations ou organismes à but non lucratif										
stratégies: Recensement des organisations ou organismes à but non lucratif Coordination des actions des structures de suivi des organismes et organisations Mise à jour régulière du fichier de suivi des organismes et organisations										
7.1	Mettre en place un comité de réflexion MATDS/MEF	CENTIF								
7.2	Elaborer des TDR et des projets de textes régissant l'autorité chargée de la tenue du registre	CENTIF								

PLAN D'ACTION DE LA STRATEGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

2014 - 2016

Codes	Objectifs/stratégies/activités	structure responsable	programmation physique			Programmation financière			Total	Source de financement
			2014	2015	2016	2014	2015	2016		
7.3	Mettre en place l'autorité chargée de tenir le registre des OBNL	CENTIF					5.000.000		5.000.000	Budget CENTIF
7.4	rendre opérationnelle l'autorité créée	CENTIF					5.000.000		5.000.000	Budget CENTIF
Sous total objectif 7							10.000.000	10.000.000	20.000.000	
Objectif 8: Renforcer la collaboration et la coopération entre tous les acteurs de lutte										
stratégie: développement d'une synergie d'actions entre les différents acteurs										
8.1	Tenir régulièrement les réunions du CNSA-GIABA	CENTIF	X	X	X					
8.2	répondre dans des délais raisonnables aux requêtes des CRF	CENTIF	X	X	X					
8.3	répondre dans des délais raisonnables aux demandes d'entraide judiciaires des autres pays	Ministère de la justice	X	X	X					

PLAN D'ACTION DE LA STRATEGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME										
2014 – 2016										
Codes	Objectifs/stratégies/activités	structure responsable	programmation physique			Programmation financière			Total	Source de Financement
			2014	2015	2016	2014	2015	2016		
Sous total objectif 8										
Objectif 9: Promouvoir l'élaboration de statistiques fiables dans toutes les administrations impliquées dans la LBC/FT										
Stratégie: tenue à jour des statistiques par les assujettis et toutes les administrations impliquées dans la LBC/FT										
9.1	renforcer les systèmes statistiques des administrations impliquées	CENTIF	X	X	X	2.000.000	6.000.000	6.000.000	14.000.000	Budget de l'Etat
9.2	Créer et mettre à jour un système de traitement des données statistiques	CENTIF				25.000.000			25.000.000	PTF
9.3	informatiser le traitement des données statistiques	CENTIF								
9.4	Publication d'une revue trimestrielle des statistiques sur la LBC/FT	CENTIF					2.000.000		2.000.000	Budget CENTIF

PLAN D'ACTION DE LA STRATEGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

2014 - 2016

Codes	Objectifs/stratégies/activités	structure responsable	programmation physique			Programmation financière			Total	Source de Financement
			2014 - 2016							
			2014	2015	2016	2014	2015	2016		
sous total objectif 9										
						27.000.000	8.000.000	6.000.000	41.000.000	
Cout total de la stratégie										
						376.241.000	343.662.000	208.900.000	928.803.000	